

Groupement Régional de Santé Publique

Colloque régional du Schéma Régional d'Education  
pour la Santé d'Ile-de-France

« DU LOCAL AU REGIONAL »  
LES TERRITOIRES DE L'EDUCATION POUR LA SANTE EN ILE-DE-FRANCE

## TERRITOIRES ET SANTÉ, UN DIALOGUE EN DEVENIR

Pr Jeanne-Marie Amat-Roze  
Université Paris 12 Val de Marne

Mardi 13 novembre 2007

**La territorialisation des questions de santé,  
enjeu des politiques publiques  
car la justice sociale  
passe aussi par la justice territoriale**

Des questions de fond ...

- = mesurer, décider, agir, à quelle échelle ? Sur quel référentiel spatial ?
- = qu'est-ce qui fait territoire ?
- = faut-il suivre l'administration et (ou) la société ?

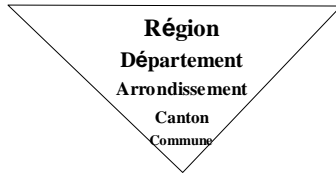
... amorcées avec la loi hospitalière de 1970  
désormais au cœur des débats

### France

tradition de gestion centralisée  
+ grandes attentes de l'Etat  
+ cumul de diversités : support, peuplement,  
modes de vie historiquement régionalisés

## La France, championne des subdivisions infra étatiques

La pyramide administrative française



## Un cadre ancien toujours bien vivant

Fixation à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle :

- **Le canton**, décembre **1789** (3 876 en métropole)
- **La commune**, janvier **1790** : cellule administrative de base, directe héritière des paroisses médiévales (36 560 en métropole)
- **Le département**, mars **1790**, en rupture avec les précédents découpages pour encadrer le territoire d'un Etat nouveau (96 en métropole)

- **L'arrondissement**, **1800**, administré par le sous-préfet (329 en métropole)  
(Les arrondissements divisant les grandes villes, Paris, Lyon, Marseille sont des arrondissements municipaux et non départementaux)

- **La région**, **1982**, vocation d'échelon territorial stratégique pour la planification, l'aménagement et le développement économique (22 en métropole)

==> **5 niveaux d'autorités publiques nationales identiques en tout point du territoire**

### Des lois importantes

**La décentralisation**, lois Defferre de 1982 et 1983 : organisation administrative où des attributions sont transférées à des entités distinctes de l'Etat qui bénéficient d'une autonomie de pouvoir et de gestion, de moyens financiers et humains

**Loi « de démocratie locale » 1992** : volonté de rapprocher les citoyens des organes de gestion

**Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT) 1995**

### La difficile mise en œuvre de la décentralisation

- **Pérennisation de la carte territoriale**

==> frein aux évolutions

- **Morcellement administratif**

==> « esprit de clocher », conflits d'intérêts

==> à chacun son territoire, facteurs de maintien de cloisonnements, de défiance

- **Pas de structures locales plus fortes** reposant sur une base territoriale plus étendue (grandes régions par exemple)

- **distorsions** entre logiques administratives et pratiques spatiales

- **étalement urbain**

==> autres pratiques spatiales

### Nouvelle architecture : recomposition autour de « nouveaux territoires »

- **Objectif** : mettre en commun les ressources et co-construire des projets entre territoires...
- ... que frontières administratives et corporatismes ne facilitent pas toujours

### Création de structures politiques intercommunales pour l'aménagement et la gestion

#### 1 - Les communautés de communes

- **Objectifs** : regrouper des communes voulant exercer des compétences en commun
- **Importance** : 79 % de la population française

- **Différentes formes** (lois 1992 + loi Chevènement juillet 1999)
  - la communauté de communes (pas de seuil minimum de population)
  - la communauté d'agglomération : dans les aires urbaines\* de plus de 50 000 habitants
  - la communauté urbaine : un ensemble d'un seul tenant de plus de 500 000 habitants

\* **aires urbaines** : ensemble de communes constitué par un pôle urbain et sa couronne périurbaine dont ≥ 40 % de la population résidente travaillent dans le pôle ou les communes attirées par celui-ci

- **Compétences** : aménagement urbain, habitat, économie, infrastructure (voirie, assainissement)
- **Fonctionnement** : définition d'un tronc commun applicable à l'ensemble des structures

## 2 - Les « pays »

### Loi de février 1995

Volonté de renouveler les cadres  
développement local

### Un « pays » :

- un espace né d'une cohésion géo
- une communauté d'intérêts écon

### Objectif :

élaborer un **projet commun** autour d'économiques et sociaux

==> contrats de pays : IdF = 4